

Bulletin du FMI

BRIEFING DU DÉPARTEMENT EUROPE

Bonnes perspectives pour l'Europe, mais la dette et le système bancaire inquiètent

17 avril 2011



Étal de fruits à Dublin. Globalement, les perspectives sont positives en Europe, mais des risques notables pèsent encore sur la reprise (photo: Newscom)

- Globalement, les perspectives sont positives
- Les risques qui pèsent sur la reprise sont la fragilité du secteur bancaire et les problèmes de fond à la périphérie de l'Europe
- L'approfondissement de l'intégration économique peut améliorer la compétitivité et étayer la reprise

Globalement, les perspectives sont positives en Europe, mais des risques notables pèsent encore sur la reprise, d'après Antonio Borges, Directeur du Département Europe du FMI. «Beaucoup de pays européens se portent très bien, en particulier en Europe de l'Est, où la croissance affiche une vigueur surprenante ... La croissance est vive aussi dans les pays nordiques. Donc, globalement, nous pensons que l'Europe est sur la bonne voie », a-t-il déclaré.

Mais les risques qui entachent ces perspectives sont la faiblesse persistante du secteur bancaire et les graves problèmes d'endettement et de compétitivité de quelques pays à la périphérie de l'Europe. «Les soucis viennent de la périphérie : Grèce, Irlande et Portugal », a expliqué M. Borges le 15 lors d'une conférence de presse pendant les réunions de printemps du FMI et de la Banque mondiale.

« Dans le cas de ces trois pays, le problème est plus structurel...En particulier, il leur faut résoudre leurs propres problèmes bancaires, qui sont graves, et nous devons résoudre le problème de compétitivité, sans quoi il n'y aura pas de croissance économique et il sera impossible de rétablir la viabilité à long terme de la dette. »

Recapitalisation du secteur bancaire

Pour M. Borges, il importe de remédier aux maux du secteur financier, ce qui rendrait l'Europe plus robuste et accroîtrait le potentiel de croissance économique pour l'avenir.

Si la majorité des banques en Europe sont solides, il y en a un certain nombre qui sont sous-capitalisées. «Le problème est en cours de résolution dans bon nombre de pays, où les banques trouvent des fonds propres et se dotent d'une assise plus ferme, mais, ailleurs en Europe, on ne s'y attaque pas aussi vigoureusement », a-t-il déclaré, ajoutant : « il y a un élément de déni de la réalité.»

Il a appelé de ses vœux une solution paneuropéenne pour remédier à ces problèmes, ce qui suppose que les autorités nationales acceptent davantage l'idée que les banques plus fortes reprennent les plus faibles.

Les mécomptes de la dette souveraine

Les trois pays membres de la zone euro qui ont sollicité l'assistance financière de l'Union européenne et du FMI — Grèce, Irlande, et maintenant aussi le Portugal — continuent également à susciter des inquiétudes.

Les programmes soutenus par le FMI en Grèce et en Irlande sont maintenant à un tournant critique, a expliqué M. Borges. « Il y a une forte volonté de faire avancer les choses, mais nous sommes à un point difficile du cycle en ce sens que le coût de l'ajustement est entièrement supporté par ces pays et que nous devons attendre encore quelques mois avant qu'ils ne renouent avec la croissance économique et commencent à apercevoir la sortie du tunnel. Ce n'est donc pas le moment de lâcher pied ou de perdre courage. »

Faisant écho aux [propos](#) du Directeur général du FMI, M. Dominique Strauss Kahn, M. Borges a fermement écarté l'option d'une restructuration de la dette de la Grèce. « Le programme dit que la Grèce reviendra sur les marchés et sera en mesure de confirmer la viabilité de sa dette, et le programme est en bonne voie. » Mais il a ajouté qu'il est maintenant généralement admis que ce processus pourrait prendre un peu plus longtemps que prévu à l'origine.

M. Borges a aussi fait observer que la crise de la dette souveraine est désormais largement circonscrite au trois petits pays membres de l'UE, compte tenu des progrès accomplis par l'Espagne au cours de l'année passée pour remédier au déséquilibre des finances publiques et aux problèmes de son secteur bancaire. « L'Espagne était il y a un an dans une position semblable à celles des trois autres pays. Aujourd'hui, elle vit dans un monde différent et les marchés en sont bien conscients », a-t-il déclaré.

L'approfondissement de l'intégration est bonne pour a croissance

Tandis que les pays s'efforcent de rétablir leur compétitivité — condition *sine qua non* pour renouer avec la croissance et l'emploi — ils devraient tirer davantage parti du tout que forme l'Europe pour réorganiser leurs chaînes d'approvisionnement. « L'Europe a encore beaucoup à gagner d'une plus intégration économique plus poussée », a déclaré M. Borges.

Il a salué les récents progrès institutionnels vers la création d'organes régulateurs paneuropéens pour faciliter la prévention et la résolution des crises dans l'Union européenne.